

DIAL 3781

ARGENTINE-CHILI - L'axe. Collaboration entre Milei et Kast sur l'industrie minière et les droits humains

Fabián Kovacic

samedi 30 mai 2026, mis en ligne par [Dial](#)

Les deux gouvernements d'extrême droite de Javier Milei, au pouvoir en Argentine depuis le 10 décembre 2023, et de José Antonio Kast, qui a pris ses fonctions au Chili le 11 mars 2026, sont sur la même longueur d'onde politique, comme l'a montré le premier voyage officiel du président chilien à Buenos Aires début avril. Article publié dans le numéro 2107 de l'hebdomadaire uruguayen [Brecha](#) (10 avril 2026).

Le président du Chili, José Antonio Kast, s'est rendu début avril à Buenos Aires avec deux objectifs : obtenir que son homologue argentin, Javier Milei, lui livre Galvarino Sergio Apablaza, vieil opposant à la dictature d'Augusto Pinochet, et favoriser les intérêts des grandes entreprises minières dans la région.

Depuis la nomination de Michelle Bachelet en 2006, tous les présidents du Chili ont franchi la cordillère pour se rendre à Buenos Aires à l'occasion de leur premier voyage officiel en dehors du pays. Ce lundi 6 avril, ce fut le tour de José Antonio Kast qui, lors d'une visite-éclair, a rencontré son ami et coreligionnaire Milei.

Une grande préoccupation de Kast est l'extradition de Galvarino Apablaza, ancien dirigeant guérillero accusé de la mort, en avril 1991, de Jaime Guzmán, rédacteur de la Constitution élaborée par la dictature de Pinochet, et de l'enlèvement de l'héritier du quotidien de droite *El Mercurio*, Cristián Edwards, la même année. Guzmán, père politique de Kast, l'a aussi introduit au sein de l'Union démocrate indépendante, formation dans laquelle le président d'aujourd'hui a milité durant 20 ans avant de la quitter, la trouvant trop « modérée », pour fonder le Parti républicain. Kast fait du cas de l'ancien guérillero une affaire presque personnelle et le sujet de son extradition figurait en bonne place à l'ordre du jour de la rencontre avec Milei ainsi que de celle des deux chanceliers, l'Argentin Pablo Quirno et le Chilien Francisco Pérez Mackenna.

Depuis 2010, Apablaza bénéficie du statut de réfugié à Buenos Aires, où il s'est marié, devenant père de trois enfants argentins. On lui a accordé ce statut, pendant la période kirchnériste, en lien notamment avec le fait que l'accusation à son encontre provenait d'une confession obtenue sous la torture par la police de la dictature lors de la détention de l'ancien militant, entre 1974 et 1975, comme l'a indiqué l'ex-ambassadeur argentin au Chili et ancien chancelier Rafael Bielsa dans une note parue cette semaine dans le quotidien *Perfil* de Buenos Aires. La présence clandestine d'Apablaza en Argentine avait été dénoncée auprès d'Interpol par l'ex-agent du renseignement argentin qui travaillait dans le centre clandestin de détention Automotores Orletti, Miguel Ángel Furci. Après la fin de la dictature, Furci a changé d'activité et s'est employé à traquer les survivants du Plan Cóndor, dont Galvarino Apablaza.

Le gouvernement Milei ne manque pas d'atouts pour satisfaire la demande de Kast : la juge María Servini a concédé l'extradition d'Apablaza en ignorant tout ce qui avait été décidé antérieurement par d'autres

organismes de l'État. Le 1^{er} avril, la police est venue arrêter le Chilien à son domicile dans la province de Buenos Aires. Ne l'ayant pas trouvé, le ministère de la sécurité nationale a considéré qu'il s'était enfui et a offert une récompense de 20 millions de pesos [12 000 €] pour sa capture. Lundi 6, alors que Milei et Kast étaient réunis, l'avocat de l'ancien militant, Rodolfo Yanzón, s'est présenté devant le Comité contre la torture de l'ONU et lui a demandé d'intervenir pour éviter une extradition qui « contreviendrait à toute la législation internationale à laquelle l'État argentin a adhéré ».

Mais la rapide visite de Kast à Buenos Aires avait un autre objectif : les ressources minières. « Le développement du secteur minier en Argentine est très rapide et nous pouvons vous conseiller pour faciliter l'intégration » a généreusement proposé l'ultra-conservateur chilien à la Casa Rosada. Plusieurs multinationales sont déjà actives des deux côtés de la cordillère et collaborent parfois entre elles, comme l'australienne BHP et la canadienne Lundin Mining, qui exploitent en commun des gisements de cuivre dans le cadre du projet Vicuña, avec un pied à San Juan, en Argentine, et l'autre à Atacama, au Chili. Le triangle du lithium attire également d'autres entreprises : la chinoise Ganfeng Lithium et l'états-unienne Albemarle sont présentes tant à Jujuy et Salta qu'à Atacama. L'australiano-britannique Río Tinto et la sud-africaine Anglo American exploitent l'or et le cuivre dans les deux pays. Milei a déroulé le tapis rouge aux entreprises minières depuis son arrivée au gouvernement en 2024. Et il est désormais en train de démanteler des protections environnementales qui leur créaient des difficultés : la loi sur les glaciers, par exemple, a été « assouplie » cette semaine par le Congrès avec le soutien des gouverneurs de provinces comme Mendoza, San Juan, Catamarca et Salta, très « sensibles » aux pressions des sociétés transnationales. « Il s'agit d'éliminer les distorsions idéologiques et les obstacles artificiels qui entravent le progrès », a expliqué Milei lors de l'annonce de son initiative. Kast a tenu le même discours lorsque, à peine arrivé au pouvoir, début mars, il a éliminé des dizaines de normes environnementales, dont certaines qui instauraient des zones protégées dans la région d'Atacama, épice centre mondial de l'extraction de cuivre et de lithium.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3781.**

- Traduction de Gilles Renaud pour Dial.

- Source (espagnol) : [Brecha](#), n° 2107, 10 avril 2026.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.